

# Compétitivité: Le Maroc améliore

• Il se hisse à la 72e place sur 144

• Bien noté sur le déficit budgétaire et le climat des affaires

• Des cartons jaunes sur l'enseignement et la formation

LE Maroc améliore sa position dans le classement du World Economic Forum sur la compétitivité (WEF). Il se hisse à la 72e position, gagnant ainsi 5 places par rapport à 2013, mais reste encore en deçà de la 70e place attribuée en 2012. Le dernier rapport du WEF met en valeur les avancées qui ont valu au Royaume de grimper dans le classement. Parmi les bons points distribués par l'organisation mondiale, figure la maîtrise du déficit budgétaire au cours de ces deux dernières

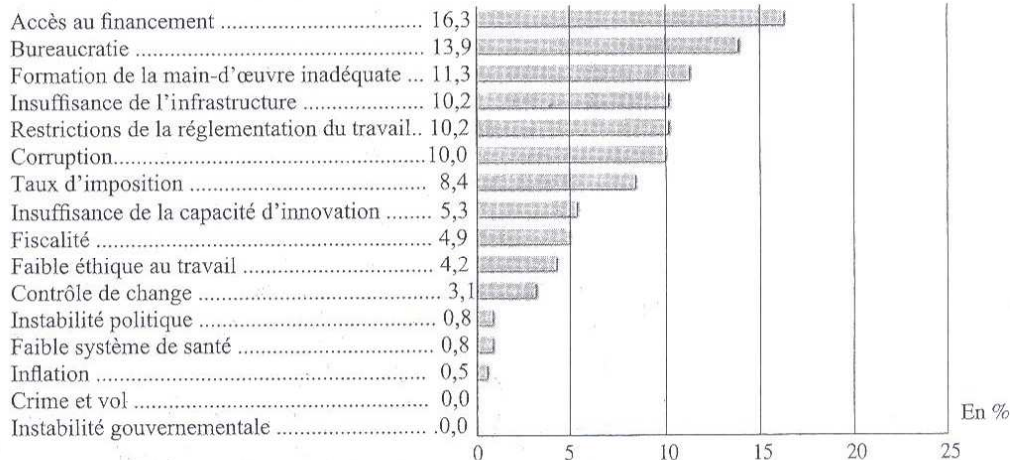
années ainsi que l'amélioration du système éducatif dans le primaire et l'innova-

tion. Le Maroc est bien noté sur la réforme des institutions qui lui permet de préserver sa «stabilité politique et sociale».

Au risque de surprendre certains usagers, toujours déçus par le climat des

affaires, le WEF salue également l'assouplissement des formalités de création d'entreprises, la réduction des délais d'autorisation de construire, longtemps réclamée par les promoteurs immobiliers fait

## Les principaux indicateurs du Doing Business



Les chefs d'entreprise ont été invités à choisir parmi les indicateurs qui posent le plus problème en matière de climat des affaires et de les classer entre 1 et 5. L'accès au financement et la bureaucratie arrivent en tête des préoccupations (Source: WEF)

## Nouveau gap

LE rapport du World Economic Forum 2013-2014 tire la sonnette d'alarme. Plusieurs années après la réforme monétaire, l'économie mondiale est dans une mauvaise passe. Bon nombre de pays tentent de soutenir leur croissance économique en se lançant dans des programmes de réformes structurelles. Pourtant, l'impact sur la situation économique mondiale tarde à se faire sentir. Pour les experts du Forum, la conjoncture économique mondiale fragile est attribuable à l'état d'avancement des réformes dans les différentes régions du monde. Toujours est-il que selon le rapport du WEF pour 2013-2014, la Suisse continue de trôner sur le classement mondial de la compétitivité pour la sixième année consécutive. La Confédération helvétique est suivie par Singapour, qui occupe la deuxième place. Quant aux Etats-Unis, ils améliorent leur position pour se hisser à la troisième place. Une remontée qui s'explique par les avancées enregistrées en matière d'innovation et de réformes institutionnelles. Ce qui ne manquera pas d'avoir un effet d'entraînement sur l'Union européenne et partant, le reste du monde.

Au cours de l'année écoulée, certaines économies impactées par la crise, telles que l'Espagne, le Portugal ou encore la Grèce, ont enregistré une certaine amélioration grâce au renforcement de l'efficacité de leur marché intérieure et à une meilleure mobilisation des ressources productives. D'autres pays sont toujours à la traîne et n'arrivent pas à faire face à la compétitivité internationale. Il s'agit de la France (23e) et de l'Italie (49e). Alors que le fossé entre le Nord et le Sud persiste toujours, l'on assiste maintenant au creusement du gap entre les pays d'Europe qui appliquent les réformes et ceux en retard.

Pour leur part, les pays émergents continuent d'éprouver de grandes difficultés pour améliorer leur compétitivité. La plupart n'ont d'ailleurs pas amélioré leur classement WEF. En effet, Arabie saoudite, Turquie, Afrique du Sud, Brésil, Inde ont été surclassés par la Chine qui a grimpé à la 28e position. L'usine du monde caracole en tête des Bric's.

Pour sa part, la région Mena reste impactée par les conditions politiques qui sévissent dans certains pays. Les Emirats arabes unis sont en tête des pays de la région en matière de compétitivité puisqu'ils occupent la 12e place. En Afrique du Nord, c'est le Maroc qui a enregistré la meilleure avancée puisqu'il se place à la 72e place contre 77e un an auparavant. Les réformes structurelles, l'amélioration du climat des affaires, le renforcement des capacités d'innovation restent les principaux défis auxquels les pays de la région doivent faire face pour améliorer leur compétitivité. □

# son classement WEF

## Le top 10 de la compétitivité

Pays	GCI* 2014	CGI* 2013
Suisse	1	1
Etats-Unis	3	5
Emirats arabes unis	12	19
Canada	15	14
Qatar	16	13
Arabie saoudite	24	20
France	23	23
Chine	28	29
Espagne	35	35
Turquie	45	44
Afrique du Sud	56	53
Jordanie	64	68
Maroc	72	77
Botswana	74	74
Algérie	79	100
Iran	83	82
Tunisie	87	83
Gabon	105	112

(\*) : Global Competitiveness Index

partie des avancées enregistrées en matière d'amélioration du climat des affaires. Sur le critère des démarches administratives liées à la création d'entreprises, le Maroc se classe 32e. L'autre indicateur qui a permis au Royaume d'améliorer son classement porte sur la qualité et la solidité de son système bancaire. Le WEF rappelle également les efforts déployés par le Maroc pour diversifier les relais de croissance, notamment la stratégie Emergence, qui devrait enregistrer une accélé-

de diversification du Maroc a déjà permis d'améliorer ses exportations et de drainer les investissements directs étrangers».

Si le Royaume a enregistré quelques avancées dans plusieurs domaines, il n'en demeure pas moins qu'il continue de traîner des boulets. Ainsi, le système éducatif demeure le talon d'Achille du Maroc puisqu'il croupit à la 104e position sur un total de 144 pays. Le WEF incite le gouvernement à traiter ce dossier car il y va de sa compétitivité. Le gouvernement a bien

## Le carcan du code du travail

LA réforme de la législation du travail continue d'être une revendication des employeurs, particulièrement certains aspects irréalistes tels que l'obligation de recruter un médecin du travail pour toute entreprise de 50 salariés, la double indemnité en cas de licenciement, le manque de flexibilité des relations de travail... Toujours dans le domaine du travail, le gouvernement doit relever le défi de la qualité des emplois générés par la croissance. Ce qui suppose la lutte contre l'informel pour préserver le tissu économique structuré, l'amélioration de l'accès des femmes au marché du travail pour élargir la base des talents.

Autant d'aspects que le Maroc est censé améliorer grâce à un prêt de 850 millions de dirhams attribué la semaine dernière par la Banque mondiale. □

ration à l'horizon 2020. Un programme qui s'appuie sur le principe des écosystèmes industriels spécialisés, le déblocage d'une réserve foncière de 1.000 ha, qui sera cédée selon la formule de la location et un budget de 3 milliards de dirhams dès les deux premières années. «La politique

atteint la quasi-généralisation de la scolarisation, particulièrement dans les régions enclavées. Cependant, l'abandon scolaire reste inquiétant. Le WEF recommande également au Maroc de réformer son marché du travail. Sur ce critère précis, le Maroc occupe la 111e place. Le chal-

## Méthodologie

LE classement de la compétitivité mondiale s'appuie sur les indicateurs (GCI) retenus pour la première fois par le World Economic Forum (WEF) en 2004. La compétitivité tient compte d'une douzaine de critères tels que les institutions, l'infrastructure, l'environnement macroéconomique, l'enseignement primaire et la santé, l'enseignement supérieur et la formation, l'efficacité du marché de biens... Le classement tient également compte de l'efficacité du marché du travail, de la capacité d'innovation... □

lengue est encore une fois de renforcer les connexions entre le monde du travail et le système éducatif pour une meilleure adéquation entre les formations et les besoins du marché de l'emploi. Pour y arriver, certains chefs d'entreprise interrogés par les enquêteurs du WEF appellent même à une refonte d'urgence des programmes d'enseignement.

Maroc se classe 84e. Malgré la baisse des prix, l'ordinateur et les applications informatiques ne sont pas une priorité pour beaucoup de PME. Le gouvernement a bien mis en place des programmes de financement via l'ANPME, mais les entités éligibles ne sont pas légion. □

Hassan EL ARIF

L'amélioration de la compétitivité du pays passe également par la généralisation de l'utilisation des TIC par les entreprises et les particuliers. Un critère sur lequel le